

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 28 février 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GCA LOGISTICS FOS**

Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4  
7 avenue de Shanghai  
13230 Port-Saint-Louis-Du-Rhône

Références : JC/JPP/D0469-MRT-2024

SPR/982/2024r

Code AIOT : 0006410881

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2024 dans l'établissement GCA LOGISTICS FOS implanté Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4 7 avenue de Shanghai 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GCA LOGISTICS FOS
- Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4 7 avenue de Shanghai 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône
- Code AIOT : 0006410881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement GCA Logistics FOS est implanté sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône. Il est classé Seveso seuil haut.

Il est autorisé à exploiter un entrepôt de stockage de produits combustibles et/ou dangereux par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2015.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement APMD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr) - données d'entrée	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.2.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
9	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 1.2.3	Demande d'action corrective	1 mois
10	Règles de stockage dans les cellules	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.7.5	Demande d'action corrective	Dès réception du présent rapport

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC - 4-Accessibilité de la FDS	AP de Mise en Demeure du 24/11/2023, article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	A vérifier lors d'une prochaine inspection
2	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	AP de Mise en Demeure du 24/11/2023, article 6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	A vérifier lors d'une prochaine inspection
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	AP de Mise en Demeure du 24/11/2023, article 6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	A vérifier lors d'une prochaine inspection
4	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	AP de Mise en Demeure du 24/11/2023, article 6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	A vérifier lors d'une prochaine inspection
5	Conditions de	AP de Mise en Demeure	Avec suites, Mise en	Levée de mise

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	stockage	du 24/11/2023, article 7	demeure, respect de prescription	en demeure
6	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr) - remise de l'étude	AP de Mise en Demeure du 24/11/2023, article 8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour objectif de vérifier le respect des articles 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté de mise en demeure du 24/11/2023 portant sur :

- l'accessibilité des fiches de données de sécurité (FDS) ;
- l'état des matières stockées ;
- la hauteur de stockage de certains produits ;
- l'étude des effets thermiques.

Les constats réalisés le jour de l'inspection ne permettent pas de lever la mise en demeure relative à l'accessibilité des fiches de données de sécurité et à l'état des matières stockées. L'exploitant a transmis des compléments après la visite qui seront vérifiés à l'occasion d'une prochaine inspection.

Pour les deux autres prescriptions, les constats réalisés le jour de l'inspection et les compléments apportés ensuite par l'exploitant permettent de lever la mise en demeure.

A noter que, concernant l'étude des effets thermiques, l'exploitant a remis une étude pour les cellules 5.2, 5.3, 5.4, 6.1, 6.2, 7.1 et 7.2 mais il n'a pas vérifié que les données d'entrée prises en compte dans l'étude de flux des cellules 1 à 5.1 étaient toujours correctes. Une demande de justificatif est transmise à l'exploitant.

Enfin, le jour de la visite, l'Inspection a constaté que :

- L'exploitant a transformé sa sous-cellule de stockage d'aérosols (cellule 7.1) en une sous-cellule de stockage de liquides inflammables (LI) ;
- Les portes coupe-feu des cellules 6.1, 7.1 et 7.2 étaient hors service ;
- La caisse en bois contenant une bouteille de gaz comprimé était collée contre la paroi de la cellule 7.1.

Des demandes d'action corrective sont transmises à l'exploitant suite à ces constats.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC - 4-Accessibilité de la FDS

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/11/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 15/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><u>Article 35 du règlement européen du 18/12/2006 :</u></p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les mélanges que ces travailleurs utilisent ou auxquels ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/11/2023 - Article 5 :</u></p> <p>La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 35 du règlement européen du 18 décembre 2006 susvisé et du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en mettant en place, sous un délai d'un mois, un système permettant de garantir un accès fiable aux FDS des produits stockés dans l'entrepôt, pour tous les travailleurs du site.</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courrier en date du 30/10/2023, l'exploitant a indiqué avoir revu sa procédure d'enregistrement des FDS en demandant à la personne chargée de l'enregistrement de nommer les FDS sous dénomination client mais également avec celui indiqué dans la rubrique 1 de la FDS.</p> <p>Puis par courrier en date du 20/12/2023, l'exploitant a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'ensemble des FDS se trouvaient dans un dossier partagé accessible à tous les collaborateurs de la plateforme via le PC positionné dans les bureaux au niveau de l'accueil chauffeur ;</li><li>• chaque jour, un rappel du chemin d'accès aux FDS est réalisé en même temps que l'envoi de l'état des stocks ;</li><li>• aucun nouveau produit n'est accepté en stock sans réception au préalable de la FDS récente et toute demande de stockage est préalablement validée par son service QHSE.</li></ul> <p>Le jour de l'inspection, un produit AQUALUX (anti-algues) a été choisi au hasard dans l'état des stocks présenté par l'exploitant. La FDS de ce produit n'a pas été retrouvée par l'exploitant. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'un produit récemment arrivé et qu'il n'avait pas encore eu le temps de le rentrer dans sa base de données.</p> <p>Un autre produit AQUALUX référencé BM0604 a été sélectionné. L'exploitant a présenté la FDS de ce produit en français. Cette FDS mentionnait la mention de danger H411 alors que l'exploitant n'avait pas classé ce produit en 4511. L'exploitant n'a pas pu expliquer pourquoi le jour de l'inspection.</p> <p>Un autre produit (SUNSYS - SOCOMEC) a été sélectionné dans l'état des stocks, l'exploitant a présenté une FDS en anglais et a indiqué ne pas avoir réussi à l'obtenir en français. En outre, rien</p>

ne garantissait que cette FDS correspondait bien au produit stocké car la référence du produit dans l'état des stocks (référence donnée par le fournisseur d'après l'exploitant) n'est pas la même que celle renseignée dans la FDS et aucune table de correspondance n'a été fournie par l'exploitant.

Dans ces conditions, l'accès aux FDS des produits stockés dans l'entrepôt n'était toujours pas garanti.

Après l'inspection, l'exploitant a transmis la FDS en français du produit « SUNSYS - SOCOMEC ». Par courrier daté du 08 février 2024, l'exploitant a précisé les mesures mises en place juste après l'inspection :

- La révision du mode d'acceptation des produits dangereux : la validation de l'acceptation du produit est réalisée par le délégué QHSE qui remplit un document type à l'aide de la FDS transmise par le fournisseur. Si la FDS n'est pas en français, le produit n'est pas accepté.
- Les FDS sont classifiées par client et nommées avec le nom du produit renseigné dans leur base de données, de manière à ce qu'elles soient facilement accessibles.
- La vérification complète de toutes les FDS.
- L'obtention des FDS en français pour les produits dont les FDS n'étaient disponibles qu'en anglais.
- La mise en place d'un contrôle hebdomadaire aléatoire de 15 FDS par semaine.

La bonne mise en place et application de ces mesures sera vérifiée à l'occasion d'une prochaine inspection.

**Type de suites proposées :** A vérifier lors d'une prochaine inspection

## N° 2 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 24/11/2023, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 15/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

Arrêté ministériel du 11/04/2017 - Annexe II, point 1.4 - I. :

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état

est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/11/2023 - Article 6 :

La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en :

- complétant, sous deux mois, l'état des matières stockées :
  - en y intégrant toutes les matières combustibles ;
  - en précisant la localisation par cellule des matières combustibles non dangereuses ;
  - en mettant à jour le plan général des zones de stockage ;
  - en référençant l'état des matières stockées dans le POI ;
- revoyant, sous un mois, le référencement des produits dangereux (numéros des produits) afin de pouvoir retrouver la FDS correspondante facilement

**Constats :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté son état des stocks sous forme d'un tableau Excel comprenant :

- la localisation des matières combustibles (cellule + allée). Lors de la visite de l'entrepôt, l'inspection a vérifié, sur 2 produits pris au hasard dans l'état des stocks, la concordance entre la localisation indiquée dans l'état des stocks et la localisation réelle des produits dans l'entrepôt. Les emplacements étaient bien ceux indiqués dans l'état des stocks.
- le nom des matières stockées.
- les matières dangereuses stockées avec leur classement ICPE et leurs mentions de danger.
- certaines matières combustibles non dangereuses (classées 1510 pour certaines et sans classement pour d'autres).

L'exploitant ne répond pas entièrement à l'article 6 de la mise en demeure du 24/11/2023 car :

- Toutes les matières combustibles non dangereuses n'y figuraient pas. Par exemple, les consommables, les déchets, les palettes bois mais également certaines marchandises que l'exploitant a présentées dans un autre tableau Excel (mêmes constats que ceux faits lors de la visite du 15/06/2023).
- L'exploitant n'a pas mis à jour le plan des zones de stockage (en cours le jour de l'inspection).
- L'exploitant n'a pas référencé l'état des stocks dans son POI.

Par courrier daté du 08 février 2024, l'exploitant a précisé les mesures mises en place juste après l'inspection :

- Les matières combustibles non dangereuses (consommables, emballages, palettes bois) ont été ajoutées à l'état des stocks et figurent sur le plan de masse de l'entrepôt.
- Le plan des zones de stockage a été mis à jour et fait apparaître, pour chaque cellule, les rubriques ICPE des produits stockés.
- L'état des stocks sera référencé dans le POI.

<p>Concernant le référencement des produits dangereux, il a été constaté sur plusieurs FDS que le nom de la FDS ne reprenait pas le numéro du produit inscrit dans la FDS, ce qui a conduit à des difficultés pour retrouver la FDS correspondante d'un produit visé dans l'état des stocks.</p> <p>D'après les éléments apportés par l'exploitant par courrier du 08 février 2024, l'exploitant indique avoir corrigé ce problème (cf. constats du point de contrôle précédent).</p> <p>La bonne mise en œuvre et application des mesures annoncées par l'exploitant sera vérifiée à l'occasion d'une prochaine inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>La localisation du local de charge des batteries peut être ajouté au plan de masse.</u></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> A vérifier lors d'une prochaine inspection</p>

### N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/11/2023, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaître les quantités de matières dangereuses</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Arrêté ministériel du 11/04/2017 - Annexe II, point 1.4 - I.1</u></p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/11/2023 - Article 6 :</u></p> <p>La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• complétant, sous deux mois, l'état des matières stockées : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ en précisant les quantités des substances, produits, matières ou déchets présents pour</li> </ul> </li> </ul>



- chaque zone de stockage ;
- en y faisant apparaître les mentions de danger des matières dangereuses de manière à ce que cette information soit directement accessible ;
- pour les matières autres que les matières dangereuses, en regroupant les produits par grandes familles de produits, matières ou déchets selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.

#### Constats :

L'exploitant ne répond pas entièrement à l'article 6 de la mise en demeure du 24/11/2023 car :

- Il n'a pas précisé les quantités des produits stockés pour chaque zone de stockage.
- Pour les matières autres que les produits dangereux, l'exploitant ne les a pas regroupés par grandes familles de produits selon une typologie pertinente par rapport aux risques présentés en cas d'incendie.

En outre, l'état des stocks présenté met en évidence les éléments suivants :

- dans l'onglet 2, des produits dangereux apparaissent dans la cellule 3 alors que cette cellule n'est pas censée en stocker ;
- dans l'onglet 3, des produits dangereux apparaissent dans les cellules 1 à 5.2 alors que ces cellules ne sont pas censées en stocker ;
- les tonnages totaux par rubrique ICPE ne correspondent pas tous entre l'onglet 3 et l'onglet de vérification du non-dépassement des seuils de l'arrêté d'autorisation (nommé onglet 4 dans la suite du rapport pour plus de clarté).

Par courrier daté du 08 février 2024, l'exploitant a précisé les mesures mises en place juste après l'inspection concernant l'amélioration de l'extraction de son état des stocks :

- intégration des produits dangereux et non dangereux au sein d'un même onglet ;
- ajout d'un onglet présentant, pour chaque cellule, les mentions de danger des produits stockés et les tonnages associés (nommé onglet 2 dans la suite du rapport pour plus de clarté) ;
- ajout d'un onglet présentant, pour chaque cellule, les classements ICPE des produits stockés et les tonnages associés (nommé onglet 3 dans la suite du rapport pour plus de clarté).

La bonne mise en œuvre et application des mesures annoncées par l'exploitant sera vérifiée à l'occasion d'une prochaine inspection.

**Type de suites proposées :** A vérifier lors d'une prochaine inspection

#### N° 4 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 24/11/2023, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Inventaire synthétique

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Arrêté ministériel du 11/04/2017 - Annexe II, point 1.4 - I.2 :</u>  Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :  2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/11/2023 - Article 6 :</u>  La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en : <ul style="list-style-type: none"> <li>réalisant, sous deux mois, l'état des matières stockées sous format synthétique.</li> </ul> </p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas présenté d'état des stocks sous format synthétique.</p> <p>Par courrier daté du 08 février 2024, l'exploitant a transmis un tableau de synthèse reprenant, pour chacune des cellules, les mentions de danger des produits stockés et les tonnages respectifs. Toutefois, afin de faciliter la compréhension du tableau de synthèse, il est nécessaire d'<u>explicit</u>er les mentions de dangers avec un langage vulgarisé, par exemple en indiquant la signification des <u>mentions</u>, sans nécessairement ajouter la codification HXXX correspondante qui peut complexifier la lecture.</p> <p>Ce point sera vérifié à l'occasion d'une prochaine inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> A vérifier lors d'une prochaine inspection</p>

#### N° 5 : Conditions de stockage

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/11/2023, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles de stockage dans les cellules</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 15/06/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Arrêté préfectoral du 23/07/2015 - Article 8.7.5 :</u>  Au sens du présent article, la hauteur de stockage correspond à la distance entre le sol et le sommet du stockage.  Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante : 1) surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ; pour les liquides inflammables ces îlots sont associés aux zones de collecte telles que définies au I du CHAPITRE 8.6 du présent arrêté ;  2) hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;  3) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ;</p>

<p>4) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance est augmentée lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Concernant les matières stockées en rayonnage ou en palettiers, les dispositions des 1), 2) et 3) ne s'appliquent pas.</p> <p>La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettiers est au maximum fixée à 11,5 mètres.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.</p> <p>Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois de la cellule. Cette distance est portée à 0,3 mètre pour les stockages en palettiers.</p> <p>La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>Au-delà de 50 % en masse de produits plastiques (visés par les rubriques 2662/2663) contenus sur les palettes, la hauteur est limitée à 8 mètres, des produits inflammables pouvant être stockés sur les niveaux supérieurs.</p> <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/11/2023 - Article 7 :</u></p> <p>La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.7.5 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2015 en limitant, sous deux mois, la hauteur de stockage des matières dangereuses liquides à 5 mètres dans la cellule 5.3.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 30/10/2023, l'exploitant a indiqué avoir mis en place plusieurs outils pour limiter la hauteur de stockage des matières dangereuses liquides :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Limitation des stockages sur les niveaux A (= sol) à E (= 2<sup>e</sup> niveau de racks) en le paramétrant par informatique</li> <li>• Rappel de ces consignes de stockage par la mise en place d'affichages au bout de chaque allée.</li> </ul> <p>Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté de stockage de matières liquides dangereuses à plus de 5m de hauteur dans la cellule 5.3.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

**N° 6 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr) - remise de l'étude**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/11/2023, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévenir les effets thermiques sur les tiers</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

Arrêté ministériel du 11/04/2017 - Annexe VIII :

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m<sup>2</sup>. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

Arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/11/2023 - Article 8 :

La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en transmettant, sous deux mois, l'étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m<sup>2</sup> pour les cellules 5.2, 5.3, 5.4, 6.1, 6.2, 7.1 et 7.2.

**Constats :**

Une étude de flux thermiques, réalisée par SOCOTEC, a été transmise par l'exploitant par mail du 24/01/2024.

Certaines données prises ne sont pas correctes ou doivent être justifiées (cf. point de contrôle suivant).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 7 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr) - données d'entrée**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etude des effets thermiques en cas d'incendie

**Prescription contrôlée :**

[...] Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Certaines données d'entrée prises pour réaliser l'étude des effets thermiques ne sont pas correctes ou doivent être justifiées.</p> <p>Il s'agit notamment des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Toutes les parois des cellules ont été modélisées comme étant des parois REI 240 alors que les parois extérieures sont REI 120.</li> <li>• Dans la cellule 7.1, des stockages de liquides inflammables (LI) en racks à la place des aérosols ont été aperçus. Comme vu lors de l'inspection, des suites seront proposées pour ce constat et si l'exploitant maintient cette modification, l'étude FLUMILOG devra également prendre en compte ces changements.</li> <li>• Cellule 7.2 contenant des liquides inflammables (LI) : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Pourquoi avoir utilisé la palette type éthanol pour la modélisation de l'incendie dans cette cellule au lieu de la palette type LI ?</li> <li>◦ Pourquoi avoir retenu 220 t de produits alors que cette cellule est autorisée à stocker jusqu'à 826 m<sup>3</sup> de LI ?</li> <li>◦ Les scénarios de propagation de l'incendie aux cellules adjacentes n'ont pas été étudiés.</li> <li>◦ Certains produits classés 4510 ou 4511 parce qu'ils comportent les mentions H400, H410 ou H411 (dangereux pour l'environnement), comportent également les mentions de danger H225 ou H226. Les produits H225 et H226 sont des liquides et vapeurs inflammables, et donc s'apparentent plus à des LI. Il vaudrait mieux faire le test entre les deux (LI et LCSL) selon les quantités et retenir le cas le plus majorant.</li> </ul> </li> <li>• Dans la cellule 5.4, 6 niveaux de racks ont été aperçus alors que les hypothèses FLUMILOG mentionnent 5 niveaux.</li> </ul> <p>L'exploitant a transmis le 6 juin 2024 une nouvelle étude de modélisation flumilog prenant en compte les remarques ci-dessus.</p> <p>Enfin, dans le rapport n° D-1084 MRT-2023 de la visite du 15/06/2023, il avait été demandé à l'exploitant de vérifier que les données d'entrée prises en compte à l'époque, pour l'étude de flux des cellules 1 à 5.1, à savoir les types de matières stockées, leurs quantités, leurs modalités de stockage (racks, masse, distances par rapport aux parois...), etc. étaient toujours correctes. <u>Cette vérification n'a pas été réalisée.</u></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre, sous 1 mois, la vérification que les données d'entrée prises en compte à l'époque, pour l'étude de flux des cellules 1 à 5.1 sont toujours correctes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 8 : Dispositions constructives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (portes, passages de haines et canalisations...) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Les fermetures sont associées à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite de l'entrepôt, l'inspection a constaté que les portes coupe-feu des cellules 6.1, 7.1 et 7.2 étaient HS, l'exploitant a fait le choix de les laisser fermées par défaut. L'exploitant a indiqué avoir contacté une entreprise qui devait intervenir très rapidement, dans les jours suivants l'inspection.  Fin février 2024, l'exploitant a indiqué avoir fait réparer les portes coupe-feu 7.1 et 7.2 mais pas la 6.1.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit faire réparer les 3 portes coupe-feu qui étaient hors-service le jour de l'inspection puis il transmet sous 1 mois les justificatifs d'intervention et de réparation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Consistance des installations autorisées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Consistance des installations autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b>  La cellule n°7 est organisée de la façon suivante : - une sous-cellule numérotée 7.1 d'une surface de 408 m <sup>2</sup> dédiée au stockage de liquides inflammables sous forme d'aérosol propulsé par des gaz inflammables ;
<b>Constats :</b>  Lors de la visite de l'entrepôt, l'inspection a constaté que la cellule 7.1, qui était dédiée au stockage des aérosols, ne contenait plus d'aérosols mais des liquides inflammables sur 2 double racks et 1 rack simple. La DREAL n'a pas été informée de cette modification.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit régulariser sa situation en se conformant à son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Règles de stockage dans les cellules**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles de stockage dans les cellules
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite de l'entrepôt, l'inspection a constaté qu'une caisse en bois contenant des bouteilles de gaz comprimé était stockée contre la paroi de la cellule 71. Le même constat avait été fait lors de la visite du 16/12/2021. L'exploitant avait déplacé la caisse suite à cette visite.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra retirer la caisse en bois contre la paroi de la cellule 71. La cellule 71 n'ayant plus vocation à stocker des aérosols (cf. constat précédent), l'exploitant devra justifier du nouvel emplacement choisi pour cette caisse en bois contenant des bouteilles de gaz comprimé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> immédiatement après cette visite

### **Annexe confidentielle relative au point de contrôle n°3**

#### **Non communicable au public**

Nature du caractère confidentiel :

☒ Information sensible <sup>(1)</sup>

☐ Secret industriel

☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/11/2023, article 6
Information confidentielle :  Voici des exemples d'incohérences constatées entre les onglets 3 et 4 : <ul style="list-style-type: none"><li>• Onglet 3 : 130 t de 4331, 2905 t de 4510, 367 t de 4511</li><li>• Onglet 4 : 145 t de 4331, 2500 t de 4510, 293 t de 4511</li></ul> Si les quantités de 4510 et 4511 de l'onglet 3 sont exactes, l'exploitant dépasse les seuils autorisés dans son arrêté préfectoral.